

L'influence des marchés financiers sur la normalisation comptable : Une lecture historique

[The influence of financial markets on accounting standards: A historical reading]

Benhayoun Issam and Marghich Abdellatif

Laboratoire de Recherche en Management Finances et Audit des Organisations (LAMAFAO), Sidi Mohamed Ben Abdellah University, ENCG-Fez, Morocco

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Globalization of businesses and financial market have brought to light what is called nowadays International accounting standardization. The latter has seen the light since the initiative of Henry Benson to gather many countries around the world to prepare a core of accounting standards that could be possible to apply globally, or at least by countries who had participated in their preparation. The main purpose of this study is to analyze this phenomenon from a historical standpoint to help answer how international accounting standardization were developed and under which conditions. The main findings indicate that international accounting standardization was developed based on financial markets requirements and needs rather than purely accounting matters.

KEYWORDS: Harmonization, International standardization, accounting standards, IASB, IFRS.

RESUME: La mondialisation des entreprises et des marchés financiers ont mis en lumière ce que l'on appelle aujourd'hui la normalisation comptable internationale. Cette dernière a vu le jour depuis l'initiative d'Henry Benson de rassembler de nombreux pays à travers le monde pour préparer un noyau de normes comptables qu'il serait possible d'appliquer globalement, ou du moins par les pays ayant participé à leur élaboration. L'objectif principal de cette étude est d'analyser ce phénomène d'un point de vue historique pour aider à comprendre comment la normalisation comptable internationale a été développée et dans quelles conditions. Les principales constatations indiquent que la normalisation comptable internationale a été élaborée en fonction des exigences et des besoins des marchés financiers plutôt que sur des questions purement comptables.

MOTS-CLEFS: Harmonisation, normalisation internationale, normes comptables, IASB, IFRS.

1 INTRODUCTION

Depuis les temps de l'Antiquité jusqu'à l'ère du XBRL, la comptabilité fut toujours considérée comme étant le langage de l'économie puisqu'elle jouait le rôle de la représentation chiffrée et intelligible de l'activité économique, fiscale et juridique. Ce rôle lui a conféré toute l'importance qu'elle incorpore, spécialement de nos jours puisqu'elle s'est inscrite dans la marée de la globalisation financière qu'a connu ce dernier siècle, surtout lorsque ce rôle sera couplé aux plus grands scandales de l'histoire économique dont la discipline comptable a joué la pièce maitresse pour l'effondrement des mastodontes de l'industrie financière, telle que Enron, connue pour sa titanesque capitalisation boursière, ou encore Lehman Brothers, l'une des plus anciennes banques au monde.

Pour adhérer de fait à cet esprit mondialisé de notre économie d'aujourd'hui il aurait fallu « parler le même langage » pour être mieux présent à l'arène mondiale, d'où la nécessité d'un corps de normes comptables applicables par toutes les juridictions dans le dessein d'atteindre l'harmonisation des pratiques au vue d'une lecture homogène par tout-un-chacun des états financiers, une prérogative nécessaire pour les besoins des parties prenantes concernées. C'est ainsi que l'IASC, actuel IASB, a vu le jour sous l'initiative de Henry Benson pour réunir plusieurs pays dans le but ultime d'élaborer un corps de normes comptables appelées à être appliquées à l'échelle mondiale, tout du moins par ceux l'ayant élaboré, ce qui a eu pour conséquence une massive adoption, spécialement après que 7000 entreprises européennes de 25 pays de l'EU (IFRS Foundation, 2017) l'ont adoptées en 2005 (Guggiola, 2010, p.99). D'ailleurs, la normalisation comptable internationale fait partie du phénomène mondial contemporain de la Tétranormalisation (Savall et Zardet, 2005; Bonnet et Zardet, 2010).

Ainsi, il advient crucial d'éclairer au sujet de la normalisation comptable internationale selon la perspective historique. Une telle approche n'est non seulement importante mais indispensable à nos yeux parce qu'elle permet de remettre l'ensemble des décisions prises vis-à-vis de cet aspect dans leur propre contexte en vue de mieux cerner leur enjeu. A titre d'exemple, nous citons le changement de la dénomination des normes de l'IFRS Foundation des IASs (International Accounting Standards) aux IFRS (International Financial Reporting Standards), qui est une illustration évocatrice manifestant l'orientation financière des nouvelles normes de l'IASB (International Accounting Standards Board).

La normalisation comptable se définit comme étant le processus d'uniformisation des règles comptables. Elle a pour objet « d'établir des règles communes dans le double but d'uniformiser et de rationaliser la présentation des informations comptables susceptibles de satisfaire les besoins présumés de multiples utilisateurs » (Hoarou, 2003, p.33) et vise à imposer des normes identiques dans un espace géopolitique (Benabdellah, 2008, p.23). De ce fait elle diffère de l'harmonisation comptable qui autorise une diversité de pratiques et vise seulement à établir des équivalences entre elles (Benabdellah, 2008, p.23).

Notre article se consacre donc à une analyse historique de l'histoire de la normalisation comptable internationale en retraçant les principaux jalons historiques ayant marqué ce phénomène. Dans une première section nous allons présenter l'époque d'avant 1973. La deuxième section sera dédiée à l'époque entre 1973 et 2001. La troisième section quant à elle se consacrera à l'époque post 2001 avant de conclure notre article.

2 AVANT 1973: L'ERE DES DEUX "D", DIVERSITE ET DIVERGENCE

Au début du 20ème siècle la comptabilité a amorcé ses premiers pas de la normalisation à l'échelle de chaque nation. Ainsi, fut créé deux grands courants, à savoir le courant anglo-saxon et le courant de l'Europe continentale, baptisé courant continental, d'où vient le premier D de Diversité. Le deuxième D, quant à lui, tient pour Divergence. En effet, à cette époque l'on constatait que les normalisations diffèrent d'un pays à un autre et divergent quant à leurs principes fondateurs et philosophie.

Ainsi, aux Etats Unis, en 1909, le Conseil de l'American Association of Public Accountants (AAPA, ancêtre de AICPA), considéré comme étant le représentant de la profession comptable, avait mis en place un comité, appelé Special Committee on Accounting (SCA), chargé de définir les termes utilisés en comptabilité et en audit. Ce comité travailla plusieurs années et présenta aux assemblées annuelles de 1909, 1911 et 1913 plusieurs séries de définitions. En 1939, l'on a créé le Committee on Accounting Procedures (CAP) sous l'égide de l'American Institute of Accountants (AIA) et ce en réponse au n°4 des Séries comptables de la SEC.

En Europe continentale, *Buchhaltung und Bilanz*, opuscule de comptabilité à l'usage des ingénieurs et autres techniciens de Johan Friedrich Schär fut publié en 1911, plus spécifiquement à Berlin, considéré comme étant une proposition d'un projet de plan comptable à cette époque. Ce dernier a inspiré celui d'Hector Blairon, qui, en 1920, a connu un succès inégalé en Belgique, et celui d'Eugen Schmalenbach, parut pour sa première édition en Allemagne en 1927 et qui a servi de base aux auteurs du plan comptable français, duquel s'inspire le modèle marocain.

Ces deux courants présentent des divergences en termes de procédures de normalisation. Le courant occidental, qualifié de comptabilité de jure, se base sur la réglementation en vigueur et trouve ses justifications dans des considérations juridiques (e.g. Code de Commerce) alors que le courant anglo-saxon, qualifié de comptabilité de facto, se base sur les pratiques, communiquées par les professionnels de la comptabilité, et non pas sur les textes juridiques.

La diversité des procédures a rendu les états financiers de différents pays difficilement comparables, et l'importance de parler le même langage est devenue une nécessité dans un contexte de mondialisation et de mobilisation de capitaux hors frontières, ce qui a abouti en 1973 à la création de l'IASC.

3 DE 1973 À 2001: LES PERIPETIES D'UNE HARMONISATION

3.1 AVANT 1987: L'ACCALMIE

Selon Walton (p.22, 2003):

« Bien que divers comptes rendus des origines de l'IASC aient été écrits (e.g. Benson, 1989; Brennan, 1979) ceux-ci n'ont été, jusqu'à présent, que des références en passant dans des ouvrages d'une plus grande envergure, et aucune analyse des 27 années d'histoire de cette institution n'a jamais été publiée ».

De ce fait, nous pouvons dire que fondamentalement l'IASC, organisme chargé de la normalisation comptable internationale, a vu le jour en 1973 (IFRS Foundation, 2017) sous l'initiative principale de Henry Benson, premier président de l'IASC et son interaction avec Douglas Morpeth, Président de l'ICAEW à l'époque (Camfferman & Zeff, p. 45, 2006; Walton, p.22, 2003).

Cette initiative a pu réunir les normalisateurs comptables de neuf pays à savoir l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon, le Mexique, Les Pays-Bas, le Royaume-Unis/Irlande, et les Etats-Unis d'Amérique pour former cet organisme chargé de l'harmonisation comptable, et se sont mis d'accord sur l'adoption des normes comptables internationales, les IASs (IFRS Foundation, 2017) quoiqu'aucun pays membre n'avait l'intention d'appliquer formellement les normes sur son propre territoire (Walton, p.23, 2003).

A l'époque, l'équipe technique de l'IASC travaillait à temps partiel avec en parallèle leurs fonctions au milieu professionnel (Camfferman & Zeff, p.1, 2006) et dont l'effectif était réduit (Camfferman & Zeff, p.6, 2006) ce qui concourait à des normes comptables très lourdes et dont l'adoption n'était pas aussi importante qu'aujourd'hui, à la seule exception du Canada, le seul pays membre à avoir adopté les IASs à cette époque, avec son CICA qui a réussi à persuader un nombre très significatif d'entreprises à se référer aux normes de l'IASC pour la préparation de leurs rapports annuels à destination des actionnaires (Camfferman & Zeff, p.7, 2006). Ce succès s'explique essentiellement par le fait que les entreprises canadiennes, qui utilisaient les Canadian GAAP, n'ont pas déployé des efforts colossaux pour se conformer aux IASs.

Cela dit, les normes de l'IASC d'avant-1987 étaient qualifiées de 'basiques' dans le sens où d'une part, ces normes n'ont traité que les points de similitude entre la plupart des entreprises à savoir, les stocks, les dépréciations ...etc. et d'autre part les membres du Board se sont, tacitement, mis d'accord sur la préparation de normes qui facilitent leur adoption et non des normes de haute qualité, quel que soit leur niveau de complexité (Camfferman & Zeff, p.8, 2006). Mais en contrepartie, ces normes étaient peu robustes et n'étaient pratiquement pas appliquées ce qui s'explique par les modalités de leur préparation qui en affectaient la qualité (Walton, p.23, 2003).

Ceci n'était pas suffisant pour propager l'adoption des IASs, ce qui a poussé l'IASC à diversifier la composition de son Board pour inclure des membres de pays qui ne sont pas nécessairement des fondateurs, surtout que les normes de l'IASC présentaient un intérêt particulier pour les pays qui n'ont pas eu à développer leurs propres normes comptables, en l'occurrence les pays en voie de développement (e.g. la Malaisie ou le Kenya qui se sont inspirés des normes de l'IASC pour développer leurs normes nationales). Ceci fut couronné par l'adhésion en 1978 de délégations venues du Nigéria et de l'Afrique du Sud, augmentant le nombre de places du Board de 9 à 11 (Camfferman & Zeff, p.8, 2006).

En 1977, la création de l'IFAC, dont ses membres considèrent que l'IASC doit être un sous organe de leur organisation et non un organisme à part entière, a menacé la souveraineté de l'IASC ce qui a abouti en 1980 à la signature entre l'IFAC et l'IASC des « engagements mutuels » par lesquels l'IFAC obtenait un rôle plus important dans la gouvernance de l'IASC, à savoir la nomination des membres du Board tout en préservant à l'IASC son indépendance (Cairns, 1996).

En parallèle, l'ONU et l'OCDE ont accepté de léguer à l'IASC le rôle de l'écriture des normes comptables (Walton, p. 23, 2003). A cette époque, les normes de l'IASC présentaient plusieurs options, pour avoir le vote de la majorité des membres, mais aboutissait à une diffusion très faible au niveau international puisque l'adoption était volontaire.

3.2 APRÈS 1987: LE POINT FOCAL

Ce n'est qu'à partir de 1987, une année qui a marqué la normalisation comptable internationale, que le cours des normes des IASs a changé et ce avec l'adoption d'une nouvelle approche de l'IASC en gagnant l'estime et le support des régulateurs des marchés financiers les plus importants du monde (Camfferman & Zeff, p.9, 2006).

En effet, l'International Organization of Securities Commissions (IOSCO) ou l'Organisation internationale des commissions des valeurs (OICV), une organisation reconnue à l'échelle internationale en ce qui concerne la régulation des marchés

financiers, s'est mis d'accord avec l'IASB de fournir des normes comptables de haute qualité en contrepartie de rendre les IASB les normes de Reporting par défaut pour les entreprises étrangères voulant être cotées en dehors de la bourse de leurs juridictions (Walton, p. 24, 2003; Camfferman & Zeff, p.9, 2006). Ce qui a permis à l'IASB la reconnaissance de ses normes comptables, hors la cible des professionnels du métier du chiffre, à l'échelle internationale. Déjà, l'IASB avait abordé un processus de changement de son approche de préparation des normes comptables.

Après la réunion de Sydney de Mars 1987, l'IASB a décidé de passer à la vitesse croisière pour compléter son Cadre conceptuel, dont l'élaboration a commencé depuis 1982, et de lancer un projet majeur, baptisé 'Comparability project', ou projet d'amendement, visant à réduire le nombre d'options existantes aux normes de l'époque, suivi par le 'Improvements project', ou projet d'améliorations, qui a abouti à la révision de 10 normes à la fin de 1993 mais a reçu des critiques de la part de l'IOSCO, notamment la nature non intégrale des normes de l'IASB et l'absence d'une norme relative aux instruments financiers, dont le travail a été déjà lancé en 1988 par l'IASB mais qui n'a toujours pas été publié par l'IASB (Camfferman & Zeff, p.10, 2006) mais aussi le manque de rigueur dans les normes révisées (Walton, p.24, 2003).

Malgré ceci, l'IASB commençait à gagner de l'estime vis-à-vis des normalisateurs nationaux, même ceux de l'Europe, dont certains d'entre eux ont incorporer des IASB dans leur dispositif comptable (e.g. France, Allemagne, Suisse). Le souci principal pour ces pays est de pouvoir intégrer les marchés financiers américains sans pour autant fournir des états financiers conformes aux US GAAP.

En effet, la Commission Européenne a reconnu la nécessité de supporter l'IASB de peur qu'une harmonisation comptable internationale sera faite en se basant sur les US GAAP, et les prémises de ce phénomène commençait à apparaître avec la cotation en 1993 de Daimler-Benz sur le New York Stock Exchange et d'autres entreprises européennes et ce en se conformant aux US GAAP, un scénario inimaginable pour l'Europe qui n'aura plus aucune influence sur les marchés financiers internationaux et donc sur l'économie mondiale.

Avec l'inclusion de l'IASB d'un spectre de délégations diversifiées (FASB, Commission Européenne, IOSCO, délégations non comptables) la qualité des débats sur les délibérations des normes comptables s'est significativement améliorée pour intégrer des points techniques plus sophistiqués et un regard plus concentré sur les questions pratiques de l'adoption des IASB ainsi que la nécessité de suivre un Due-Process bien clair et défini, une meilleure transparence (réunions ouvertes) et des efforts plus importants en termes de collecte de fonds, notant que la collecte de fonds se faisait auparavant par les frais d'adhésion des membres représentés aux Board et des firmes de comptabilité.

Durant cette période, les IASB se sont diffusées de plus en plus dans les pays n'ayant pas des traditions comptables fortes et même dans les pays avec des normalisateurs qui ont du poids mais dont leur finalité est l'ouverture sur les marchés internationaux, tel que l'Allemagne qui a permis en 1988 aux entreprises cotées de publier leurs états financiers selon les IASB et même selon les US GAAP. Seule exception le G4, appelé ultérieurement G4+1 en incluant la Nouvelle-Zélande en 1996 et l'IASB comme étant des observateurs dans les réunions, composé de quatre pays avec des normalisateurs comptables forts à savoir le Royaume Unis, les Etats Unis, le Canada et l'Australie qui n'ont pas donné à l'IASB la même valeur que leurs propres normalisateurs.

En plus, l'IASB est devenu consciente que l'IOSCO, et plus spécialement la SEC partagent le même point de vue que le FASB, quoiqu'ils ne l'aient pas annoncé publiquement, selon lequel la version intégrale des IASB peuvent être de qualité inférieure et ceci s'explique, selon le FASB, de leur méthode de travail (Camfferman & Zeff, p.15, 2006).

A la suite de ces événements, l'IASB a décidé en 1996 d'implémenter la Strategy Working Party (SWP) en vue d'avoir des recommandations pour la future stratégie et structure de l'IASB. Ce qui a abouti en Novembre 1999 à Venise à la création d'un Board indépendant et sans représentations géographiques prescrites et avec une minorité de membres à temps partiel (2 sur 14). Un degré de représentativité a été alloué aux Trustees de la fondation, basée aux Etats-Unis, eux même élu par cooptation, et qui désignaient les membres du Board. Ce qui a abouti à la création de l'IASB au détriment de l'IASB en 2001.

En Mai 2000, quelques mois après que l'IASB a pris sa décision de restructuration, l'IOSCO a annoncé la tant-attendue décision de reconnaître les corps des normes de l'IASB. Alors que dans les pays développés les US GAAP prenaient de l'ampleur au détriment des IASB, notamment par l'attractivité que présentent les marchés financiers américains, la Commission Européenne vient d'annoncer, en 2000, une information qui va bouleverser le cours des choses en exigeant aux entreprises européennes cotées de présenter leurs états financiers consolidées en conformité avec les IASB à partir de l'exercice 2005.

Ceci engendrera un impact colossal puisque des milliers d'entreprises européennes utiliseront les IASB au lieu de quelques centaines qui visaient les marchés financiers américains. Une conséquence ayant des retombées inégalées pour l'IASB à l'échelle internationale en termes de reconnaissance.

4 DE 2001 À NOS JOURS: UNE RESTRUCTURATION POUR DES NORMES D'UNE NOUVELLE GENERATION

La position de l'IASB s'est d'avantage réconfortée avec la concrétisation de la Commission Européenne de son projet, proposé le 13 février 2001, de rendre obligatoire pour les entreprises européennes cotées en bourse de publier leurs états financiers de leurs comptes consolidés en conformité avec les IAS/IFRS à partir du 1er janvier de 2005 et ce, en publiant le 11 septembre 2002 le règlement n°1606/2002 dit « IFRS 2005 » au JOCE (IFRS Foundation, 2017).

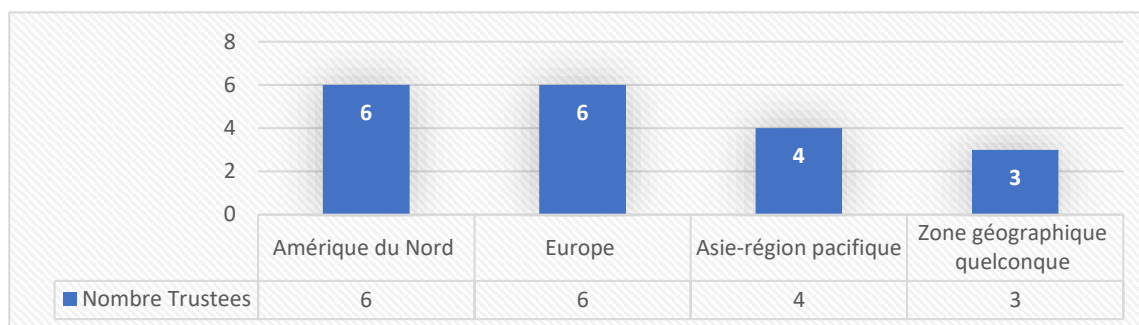


Fig. 1. Répartition géographique de l'IASB Foundation en 2001 selon la Constitution de l'IASB

En 1999, le Board de l'IASB a nommé un comité chargé de choisir les premiers membres des Trustees, qui étaient de 7 personnes, de telle sorte que les futures Trustees choisissent le reste des autres Trustees. Depuis, maintes réunions ont été tenues et les Trustees ont été choisies par un processus de cooptation pour commencer leurs missions. Ils étaient d'un nombre de 19 personnes composées géographiquement selon les données de la figure n° 1 et ce, en vertu des dispositions la nouvelle constitution de l'IASB votée le 24 Mai 2000 à Edinbourg. Ils se présentent selon le tableau n°1.

Nous remarquons que l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie-Pacifique sont bien représentés au niveau des Trustees, ce qui s'explique par la prédominance de leurs marchés financiers sur l'échiquier international (Camfferman & Zeff, p.22, 2015).

Le 28 Juin 2000 à New York, les Trustees tiennent leur réunion inaugurale ayant pour ordre du jour, comme pour les deux autres réunions tenues en Octobre et Décembre de la même année, la sélection des quatorze membres du nouveau conseil, le Board, la collecte des fonds et l'incorporation de la nouvelle entité de l'IASB, la Foundation. Les Trustees ont annoncé le jour qui suit leur réunion inaugurale la sélection de David Tweedie en tant que Président de l'IASB.

En Décembre 2000, les Trustees ont pris la décision de localiser leur siège social aux Etats-Unis et plus spécifiquement à Delaware, où la Foundation aura la forme juridique d'organisation charitable, la même que la Financial Accounting Foundation (FAF), chose qui n'était pas possible à Londres, quoique la Foundation allait continuer à exercer ses activités sur le territoire anglais (Camfferman & Zeff, p.22, 2015). Volcker nomma un comité composé de 8 membres des Trustees pour la composition du Board à leur tête Ken Spencer avec Roberto Da Costa, Guido Ferrarini, Philip Laskawy, Charles Lee, Jens Røder, David Ruder et Koji Tajika. Ce comité procédera à la sélection des treize membres du Board qui en reste, dont onze à plein temps et deux à temps partiel, en collaboration avec Clive & Stokes International.

Tableau 1. Composition des Trustees de l'IASB Foundation en 2000

Membres	Pays	Position géographique	Fonction au sein de la Fondation	Fonction hors la Fondation
Paul Volcker	Etats Unis	Amérique du Nord	Président	Ex-Président, Federal Reserve Board
Roy Anderson	Afrique du Sud	Zone géographique quelconque	Membre nommé de l'IFAC	Vice-Président et Président Directeur Général, the Liberty Life Group
John H. Biggs	Etats Unis	Amérique du Nord	Membre représ. utilisateurs	Président, TIAA-CREF
Andrew Crockett	Royaume-Unis	Zone géographique quelconque	Membre	Directeur Général, Bank of International Settlements; Président, Financial Stability Forum
Roberto Teixeira da Costa	Brasil	Zone géographique quelconque	Membre	Ex-Président, Comissão de Valores Mobiliari
Guido A. Ferrarini	Italie	Europe	Membre représ. académiciens	Professeur de droit, Università degli Studi di Genova
L. Yves Fortier	Canada	Amérique du Nord	Membre	Président, Ogilvy Renault, barristers and solicitors, Ex-Ambassadeur du Canada aux Nations-Unis
Toshikatsu Fukuma	Japon	Région Asie-pacifique	Membre	Directeur Financier, Mitsui & Co. Ltd
Cornelius A.J. Herkströter	Pays-Bas	Europe	Membre représ..préparateurs	Ex-Directeur Général, Royal Dutch/ Shell Group
Hilmar Kopper	Allemagne	Europe	Membre	Président du conseil de surveillance et Ex-Directeur Général, Deutsche Bank
Philip A. Laskway	Etats Unis	Amérique du Nord	Membre nommé de l'IFAC	Président, Ernest & Young International
Charkes Yeh Kwong Lee	Hong Kong	Région Asie-pacifique	Membre	Président, Hong Kong Exchanges and Clearing Ltd
Sir Sydney Lipworth QC	Royaume-Unis	Europe	Membre	Président, Financial Reporting Council and Président ou Vice-Président du Conseil d'Administration de plusieurs grandes entreprises
Didier Pineau-Valencienne	France	Europe	Membre	Président, Association Française des Entreprises Privées et Directeur Général de Schneider Electric
Jens Røder	Danemark	Europe	Membre nommé de l'IFA	Associé Principal, PricewaterhouseCoopers
David S. Ruder	Etats Unis	Amérique du Nord	Membre	Ex-Président, Securities and Exchange Commission
Kenneth H. (Ken) Spencer,	Australie	Région Asie-pacifique	Membre nommé de l'IFAC	Ex-Président, Australian Accounting Standards Board et Associé retraité à KPMG
William C. Steere, Jr	Etats Unis	Amérique du Nord	Membre	Président et Président Directeur Général, Pfizer Inc
Koji Tajika	Japon	Région Asie-pacifique	Membre nommé de l'IFAC	Co-Président, Deloitte Touche Tohamtsu

La constitution stipulait que les membres du Board doivent être composés d'un minimum de cinq auditeurs pratiquants, trois préparateurs et trois utilisateurs et au moins un académicien avec une expertise technique (i.e. Paragraphe 24) sans se référer à des conditions géographiques (i.e. Paragraphe 25) et que sept des membres du Board doivent être en liaison avec des normalisateurs comptables nationaux (i.e. Paragraphe 27).

A la fin du processus de recrutement, sur deux cents candidatures reçues seulement quarante-quatre candidats ont été retenus pour composer une longue short-list, sur laquelle le comité s'est basé pour choisir les membres de l'IASB, les Trustees ont décidé de nommer les membres cités en tableau n°2.

Tableau 2. Composition des membres de l'IASB en 2001

Membre	Pays d'origine	Nature	Fonction au sein de l'IASB	Fonction Hors IASB
David Tweedie	Royaume-Unis	Plein temps	Président	Ex-Président de l'UK Accounting Standard Board
Jim Leisenring	Etats-Unis	Plein temps	Membre assurant la liaison avec l'US FASB	Ex-Directeur de recherche et activités techniques et Ex Vice-Président du FASB
Geoffrey Whittington	Royaume-Unis	Plein temps	Membre assurant la liaison avec l'UK ASB	Prof. De comptabilité à Cambridge et ancien employé de la Monopolies and Mergers Commission
Bob Herz	Etats-Unis	Temps-partiel	Membre	Ex-Président de l'AICPA SEC Regulation Committee
Tatsumi Yamada	Japon	Plein temps	Membre assurant la liaison avec le Japan ASB et auditeur	Associé à ChuoAoyama Audit Copr. Filiale de PwC et Ex-Manager de R&D à la COFRI
Gilbert Gélard	France	Plein temps	Membre assurant la liaison avec le CNC et auditeur	Ex-Membre du CNC et Ex-Associé de pratique professionnel à KPMG
Hans-Georg Bruns	Allemagne	Plein temps	Membre assurant la liaison avec la Deutches Rechnungslegungs SC et préparateur	Directeur Financier à DaimlerChrysler
Tony Cope	Royaume-Unis	Plein temps	Membre représ. des utilisateurs	Ex-Observateur du FASB et Ex Vice-Président d'une société d'investissement et gestion des actifs à Boston
Harry Schmid	Suisse	Plein temps	Membre préparateur	Ex-Directeur financier au Groupe Neslité et Ex-membre du FER (normalisateur national de la Suisse)
Bob Garnett	Afrique du Sud	Plein temps	Membre représ. des utilisateurs	Ex-Directeur technique du South African Institute of Chartered Accountants
Warren McGregor	Australie	Plein temps	Membre assurant la liaison avec l'Australian ASC et le FASB de la Nouvelle Zélande	Directeur général de l'Australian Accounting Research Foundation
Patricia O'Malley	Canada	Plein temps	Membre assurant la liaison avec l'AcSB	Ex-Présidente de AcSB
Tom Jones	Royaume-Unis	Plein temps	Vice-Président	Ex-Directeur Financier et Vice-Président de Citigroup, Vice-Président du FAF et Ex-Président de l'ancien Board (IASC)
Mary Barth	Nouvelle-Zélande	Temps-partiel	Membre	Ex-Associé à Arthur Andersen & Co et Prof. Associé à Harvard Business School

En effet, l'IASB vient d'incorporer un nouvel esprit visant ainsi à qualifier ses normes de Reporting financier aux antipodes de l'IASC qui les considérait des normes comptables. Cette action, de passage des IAS aux IFRS, concrétise l'abandon de la valeur comptable au profit de la valeur financière, plus pertinente en termes de prise de décisions économiques. Ce qui montre l'intérêt de l'IASB à donner satisfaction à l'IOSCO et la SEC, quoique son objectif initial était de fournir des normes adoptées à l'échelle internationale pour leur haute qualité.

Le 24 Avril 2002, une année seulement après sa prise de service à l'IASB, Bob Herz a quitté ce dernier pour rejoindre le FASB en tant que Président pour commencer son mandat de 5 ans à partir du 1er Juillet de la même année. Bien que cette mobilisation soit considérée comme étant une perte pour l'IASB mais en fait elle en était un gain très significatif en termes de coopération, qui fut couronné par la signature du Norwalk Agreement entre l'IASB et le FASB concrétisant ainsi leur intérêt à faire converger les IAS/IFRS et les US GAAP. En plus des membres du Board, les Trustees devaient encore nommer les membres de deux autres organes, comme stipulé dans la Constitution (Paragraphe 42) à savoir: le Standards Advisory Council (SAC) et le Comité d'interprétation.

4.1 LE COMITE CONSULTATIF DE NORMALISATION (STANDARDS ADVISORY COUNCIL)

La Constitution de l'IASB (paragraphe 42) énonce clairement que la Foundation et l'IASB doivent faire recours à un organe de conseil sur les projets majeurs, les agendas et les priorités du travail. Ce incombait aux Trustees l'urgence de choisir les membres du SAC, qui doivent être composés de 30 membres environs pour un mandant renouvelable de 3 ans (paragr. 43).

Tableau 3. Membres constitutifs du SAC

Région	Pays	Membre
Afrique	Afrique du Sud	Peter Wilmot
	Kenya	Ndung'u Gathinji
Amérique Latine	Argentine	Héctor Estruga
	Brésil	Nelson Carvalho
	Mexique	Rafael Gomez Eng
Asie (sauf Japon)	Chine	Feng Shuping
	Corée du Sud	Il-Sup Kim
	Hong Kong	Marvin Cheung
	L'Inde	Yezdi Malegam
	Malaisie	Raja Arshad-Uda
	Sri Lanka	Reyaz Mihular
Australie-Nouvelle Zélande	Australie	Peter Day
	Nouvelle Zélande	Ian Ball
Etats-Unis et Canada	Canada	Jeannot Blanchet; Patricia McConnell;
	Etats-Unis	David Shedlarz; David Sidwell; Gabrielle Napolitano; Jerry Edwards; Keith Sherin; Michael Conway; Norman Strauss; Paul McCrossan; Philip Livingston; Trevor Harris
Europe Centrale et Orientale	Estonie	Rita Ilisson
	Russie	Larissa Gorbatova
Japon	Japon	Eiko Tsujiyama; Yoshiki Yagi
Moyen Orient	Bahreïn	Rifaat Ahmed Abdel Karim
	Israël	Adir Inbar
Organisation Internationale	Banque Mondiale	Fayezul Choudhury
	Comité de Basel	Arnold Schilder
	IFAC (comité du secteur public)	Ian Mackintosh
	IMF	Arne Petersen
	IOSCO	John Carchrae; Rafael Sanchez de la Pena
Union Européenne	Allemagne	Jochen Pape
	Belgique	Benoit Jaspar
	Danemark	Stig Enevoldsen
	Espagne	Carmelo de las Morenas
	Finlande	Maija Torrko
	France	Jean Keller; Philippe Danjou
	Italie	Alberto Giussani
	Pays-Bas	Sillem van der Loos
	Royaume-Unis	David Damant; Douglas Flint
	Suède	Sigvard Heurlin

Le SAC est un Comité consultatif de normalisation (Standards Advisory Council) chargé de faire participer, au processus de mise en œuvre des normes comptables internationales, les parties intéressées par le Reporting financier international et de conseiller le Comité exécutif (sur les priorités de la normalisation) et éventuellement le Conseil de surveillance.

A la suite d'un processus de recrutement de 175 candidatures reçues, deux listes ont été créées, A et B et ce, en se basant sur la proposition du comité de recrutement relative à la répartition géographique des membres du SAC. La catégorie A englobe 23 membres essentiels du SAC du point de vue de leur position géographique et la catégorie B inclut 42 membres bien qualifiés pour faire partie du SAC. Les Trustees ont envoyé leurs recommandations pour la catégorie B à Spencer pour choisir parmi eux ceux qui seront sélectionnés.

Le 15 Mai le comité d'exécution des Trustees a discuté son rapport qui proposait une équipe composée de 46 membres, auxquels seront ajoutés 3 autres membres pour inclure une représentation des Big 4 bien plus importante, comme étant des observateurs, pour composer les 49 membres du SAC annoncés officiellement le 25 Juin 2002.

4.2 LE COMITE D'INTERPRETATION (STANDING INTERPRETATIONS COMMITTEE)

Auparavant le Standing Interpretations Committee (SIC) avait pour unique rôle de proposer des interprétations pour les normes existantes. Il était composé de 12 membres à temps-partiel dont 10 représentent les Big 6, de cette époque, à leur tête Paul Cherry comme Président. Une majorité des trois-quarts était essentiel pour l'approbation des interprétations proposées des normes par l'IASC. Durant 4 ans de travail avec l'IASC, le SIC a proposé 25 interprétations.

En effet, la Constitution, dans ses paragraphes de 38 à 41, indique qu'une simple majorité est requise pour approuver les interprétations du comité d'interprétation, au lieu des trois-quarts. Alors que l'IASB est plein processus de restructuration, le SIC propose dans sa première réunion avec l'IASB tenu en Avril 2001 une proposition d'interprétation de quelques normes, sur lesquels il avait travaillé malgré les chamboulements qui ont affecté le normalisateur international. Après ladite réunion les membres du Board, ont eu le réflexe d'aligner le SIC au nouvel esprit de l'IASB, maintenant qu'il devenu indépendant et ayant un nouveau mode de fonctionnement et de gouvernance.

A cet effet, le Board propose de revoir deux problèmes majeurs qui entravait cet objectif, à savoir: Avoir l'autorisation du Board par le SIC avant de publier l'Exposure Draft et Etendre son rôle vers la proposition de nouveaux points techniques à inclure dans les prochains projets de normes. Ce qui sera approuvé le 22 Mars par les Trustees en changeant la dénomination du SIC vers l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee).

En 2003, l'IASB publie la première norme IFRS relative à la première adoption des normes IFRS, et ce pour préparer le terrain aux entreprises de l'Union Européenne pour adopter les normes IFRS à partir de 2005. Ce qui reflète le changement des priorités de l'IASB en donnant plus d'importance à l'EU qu'à l'IOSCO ou la SEC. C'est en 2005 que 7000 entreprises européennes de 25 pays de l'EU ont adopté les normes IFRS (IFRS Foundation, 2017).

Un résultat ayant des conséquences très significatives sur la légitimité de l'IASB poussant ainsi des pays ayant un impact sur l'arène internationale, tel que l'Australie, le Hong Kong, la Nouvelle Zélande et l'Afrique du Sud, à annoncer l'adoption des IFRS durant la même année. Et d'autres, tel que le Japon qui a signé en 2007 un accord de coopération avec l'IASB ou Le Bresil, Canada, Chile et Israël a fixé des agendas pour l'adoption des normes IFRS ou encore la Malaisie et le Mexique qui ont annoncé en 2008 leur intention d'adopter les normes IFRS (IFRS Foundation, 2017).

L'IFRS Monitoring Board a été créé le 1er février 2009 dans l'objectif de servir d'intermédiaire entre l'IFRS Foundation et les autorités des marchés financiers en permettant à ces dernières de communiquer leurs mandats relatifs à la protection des investisseurs, l'intégrité des marchés et la formation du capital, et ce pour développer d'avantages la responsabilité publique.

Durant la même année, Les Trustees ont étendu le nombre des membres du Board à 16 pour que ce dernier publie le 9 juillet de la même année la norme IFRS pour PME. Puis, en 2011, Hans Hoogervorst a été désigné comme étant le nouveau Président de l'IASB, successeur de David Tweedie, pour un mandat renouvelable de 5 ans dont le premier a expiré en Juin 2016 et le deuxième le sera en Juin 2021. L'IASB Emerging Economies Group a été créé par les Trustees en réponse à la demande du G20 exprimée en 2009. Et à la fin de cette année environ 80 juridictions ont adopté la norme IFRS pour PME ou ont annoncé leur intention de le faire (IFRS Foundation, 2017).

La vague d'adoption des normes IFRS a porté avec elle encore plus de pays à l'échelle internationale, avec l'alignement du Canada sur les IFRS en 2011, l'Argentine, le Mexique et la Russie en 2012, ou en 2014 la Chine qui a réaffirmé sa détermination à faire aboutir la convergence avec les normes IFRS, chose qui sera dupliquée par l'Indonésie en 2016 ou encore en 2017, l'année de l'adoption de l'Arabie Saoudite des IFRS pour être considéré comme étant le 1er pays Arabe à avoir un membre des Trustees les représentant ainsi à l'IASB Foundation.

5 CONCLUSION

Aujourd'hui, la normalisation comptable internationale s'est hissée à un niveau non des moindres en termes de légitimité et de visibilité à l'échelle planétaire. Les normes IFRS sont adoptées (plus ou moins intégralement) par plus de 130 pays à l'échelle internationale (IFRS Foundation, 2017) et la norme IFRS pour PME par plus de 85 pays (IFRS Foundation, 2017). Une réussite qui s'explique certes par les efforts colossaux qui ont été déployés mais spécialement à la reconnaissance de l'IFRS Foundation par les normalisateurs nationaux et régionaux mais aussi par d'autres organismes de renommée internationale.

Notre article a été consacré à retracer les jalons historiques les plus marquants du timeline de la normalisation comptable internationale. Dans un premier lieu, nous avons mis en lumière la période d'avant 1973 caractérisée par la divergence et la diversité des pratiques sur le plan de chaque nation ayant donné naissance à deux courants à savoir: le courant anglo-saxon et le courant continental. Ensuite, la deuxième section a été consacrée à l'étude de la période entre 1973 et 2000, dans laquelle l'IASB a été reconnu comme normalisateur comptable de référence. Et finalement la troisième section a entamé la grande

période de restructuration de l'IASB par un ensemble de mesures structurelles ayant influencé ses méthodes de faire et de normaliser.

En épilogue, nous avons bien vu que la normalisation comptable internationale a toujours été liée à la logique de l'investisseur et des marchés financiers. Et que ce ne fut qu'après la reconnaissance de l'IOSCO des normes de l'IASB que ce dernier a gagné en termes de légitimité eu égard les normalisateurs nationaux. Un point certes qui a des implications conséquentes sur les normes qu'il publiera dans les années qui ont suivi. La norme IFRS pour PME a titre d'exemple a fait l'objet de controverses et de critiques de la part des professionnels et chercheurs en la matière puisque la cible, que sont les PME, n'ont pas été impliquées dans son processus d'élaboration ni même les utilisateurs de cette norme.

REFERENCES

- [1] IFRS Foundation, Who we are?, 2017. [Online] Available: <https://www.ifrs.org/about-us/who-we-are/#history>.
- [2] G. Guggiola, "IFRS Adoption In The E.U., Accounting Harmonization And Markets Efficiency: A Review". *International Business & Economics Research Journal*, vol. 9, no. 12, 99-112, 2010.
- [3] M. Bonnet and V. Zardet, "Intensification actuelle de la Tétranormalisation: risques et bonnes pratiques émergentes". Dans D. Bessire, L. Cappelletti et B. Pigé, (coord.), *Normes: Origines et Conséquences des crises*. Paris, France: Economica.
- [4] H. Savall, V. Zardet, *Recherche en sciences de gestion: approche qualimétrique*. Paris, France: Economica. 2004.
- [5] S. Benabdellah, (2008). *Les choix d'options comptables lors de la première application des normes IAS/IFRS: Observation et compréhension des choix effectués par les groupes français* (Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion, Université de Nice Sophia Antipolis, Nice).
- [6] C. Hoarau, Place et rôle de la normalisation comptable en France. *Revue française de gestion*, no 147 (6), 33-47. 2003.
- [7] D. Cairns, The future shape of harmonisation: a reply. *European Accounting Review*. 2 (6), 305-348. 1996.
- [8] K. Camfferman, A.S. Zeff, *Financial reporting and global capital markets, A History of the International Accounting Standards Committee 1973–2000*. New York, Etats-Unis: Oxford University Press Inc. 2006.
- [9] P. Walton, La normalisation comptable internationale: Origine, pratiques et enjeux. *Revue française de gestion*. 147 (6), 21-32. 2003.
- [10] K. Camfferman, A.S. Zeff, *Aiming for Global Accounting Standards, the International Accounting Standards Board 2001-2011*. New York, Etats-Unis: Oxford University Press Inc. 2015.